



La jeune génération d'aujourd'hui est face à un monde en proie à de grands changements. Près de la moitié des métiers existants –soit environ 2 milliards– courent le risque de disparaître en raison de l'automatisation des décennies à venir. Contrairement à la portée des innovations ayant émergé au cours des générations précédentes, les nouvelles technologies risquent moins de créer de nouveaux métiers que de les éradiquer en grand nombre. En raison du décalage entre les industries et la nature changeante du travail au sein des industries, la demande pour un haut niveau de compétences va augmenter, et de nombreux métiers requérant des qualifications faibles ou moyennes vont devenir obsolètes. En outre, les emplois s'adressant aux travailleurs peu qualifiés seront souvent précaires et mal payés. Seule une éducation de qualité dispensée à tous les enfants pourra générer les compétences nécessaires, empêcher d'accroître les inégalités et garantir un avenir prospère pour tous.

Les jeunes des pays en voie de développement vont devoir surmonter de grandes difficultés dans les années à venir. Dans le passé, de nombreuses économies en développement ont connu une croissance en déplaçant les agriculteurs vers les usines. À l'avenir, il va falloir trouver de nouveaux modèles de croissance, qui vont toutefois nécessiter des degrés de compétences plus élevés que ceux que bien des économies peuvent fournir. Les données démographiques vont accroître cette difficulté. Les plus grandes croissances démographiques vont survenir dans les pays en retard sur les autres en termes d'éducation. D'ici à 2050, l'Afrique abritera un milliard de jeunes.

**La pénurie grandissante de main d'œuvre qualifiée finira par ralentir la croissance économique, avec des répercussions sociales et politiques de grande ampleur.**

Aujourd'hui déjà, dans le monde, près de 40 pour cent des employeurs ont du mal à recruter des travailleurs dotés des qualifications nécessaires. Leur capacité à acquérir de nouvelles compétences tout au long de la vie, à s'adapter et à travailler de manière flexible constituera un sérieux atout, tout comme la possession de compétences d'ordre technique, sociales et liées au sens critique. Si l'éducation dispensée dans la majeure partie du monde échoue à répondre à ces exigences en mutation, nous serons bientôt confrontés à une grande pénurie de travailleurs qualifiés, à la fois dans les économies développées et en développement, ainsi qu'à un important excédent de travailleurs

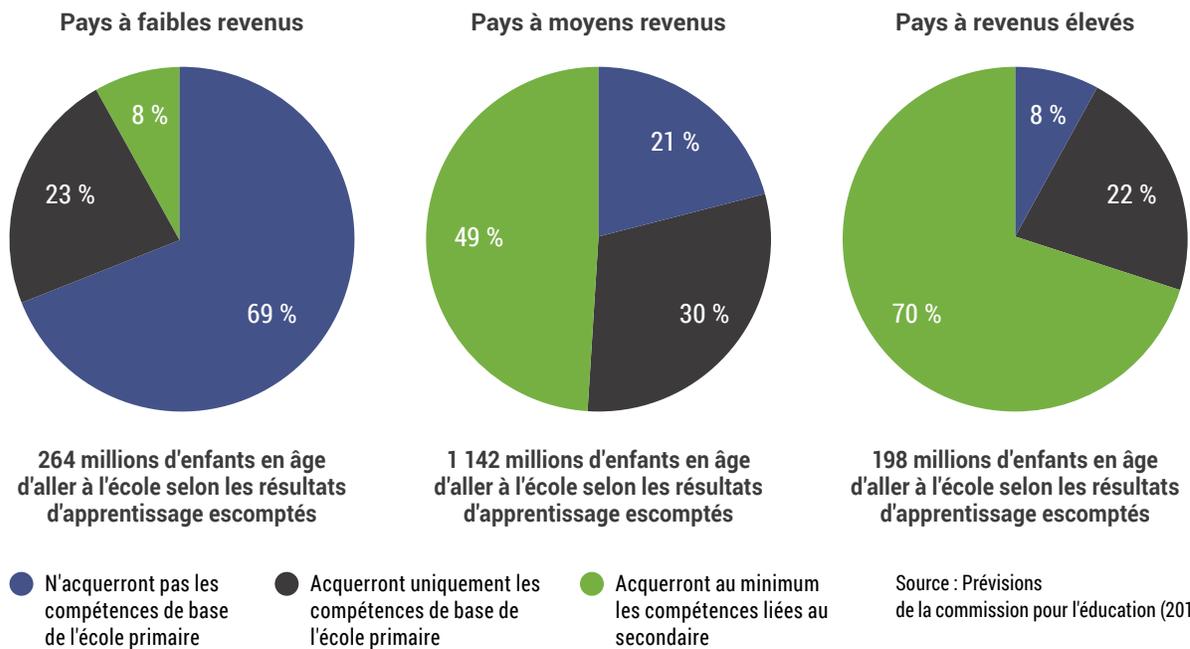
peu qualifiés. Ce manque grandissant de main d'œuvre qualifiée finira par ralentir la croissance économique partout dans le monde, et pourra avoir des répercussions économiques, sociales et politiques de grande ampleur.

**En 2030, dans les pays à faibles revenus, selon les tendances actuelles, seulement un jeune sur dix sera en voie d'acquérir des compétences basiques correspondant au niveau de l'enseignement secondaire.**

Toutefois, ces dernières années, malgré les nombreux arguments prônant la nécessité d'investir dans l'éducation, ainsi que les promesses faites et refaites par diverses générations de dirigeants, les investissements d'ordre national et international ont stagné, l'éducation a chuté dans la liste des priorités des dirigeants mondiaux et, trop souvent, l'argent investi a donné des résultats décevants.

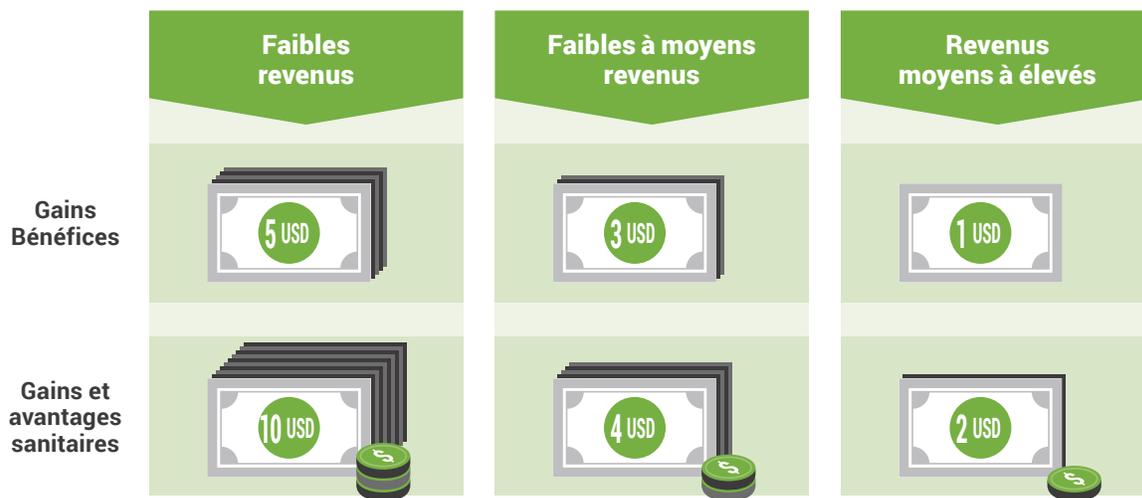
Dans de nombreux pays, l'éducation ne s'améliore pas et les enfants accumulent un dangereux retard ; 263 millions d'enfants et de jeunes ne sont pas scolarisés, et le nombre d'enfants en âge d'aller à l'école primaire mais qui n'y vont pas ne cesse de croître. Dans le cas des enfants scolarisés, nombre d'entre eux n'apprennent pas vraiment. Dans les pays à faibles et moyens revenus, seule la moitié des enfants en âge d'aller à l'école primaire et un peu plus du quart de ceux en âge d'aller dans le secondaire acquièrent les compétences basiques du niveau du primaire et du secondaire.

### Une crise mondiale de l'éducation : Les résultats d'apprentissage attendus pour le groupe d'enfants et de jeunes en âge d'aller à l'école en 2030



## L'éducation est l'investissement le plus intelligent qu'on puisse faire – le rapport coût-bénéfices est élevé

Pour chaque 1 USD investi dans une année supplémentaire de scolarisation...



Source : Jamison et Schäferhoff (2016).

La commission prévoit que d'ici à 2030, si les tendances actuelles se poursuivent, seulement quatre enfants sur dix en âge d'aller à l'école dans les pays à faibles et moyens revenus seront en voie d'acquiescer des compétences basiques de niveau du secondaire. Dans les pays à faibles revenus, ce chiffre chutera à un enfant sur dix.

Si nous n'agissons pas, cette crise de l'apprentissage ralentira considérablement l'avancée vers le plus essentiel des objectifs de développement : mettre un terme à l'extrême pauvreté. D'après les tendances actuelles, plus d'un quart de la population des pays à faibles revenus devrait vivre dans une pauvreté extrême d'ici à 2050. Les conséquences sur la santé seront tout aussi sévères. Les prévisions suggèrent que d'après les tendances actuelles, d'ici à 2050, le nombre de vies perdues chaque année faute de pouvoir permettre un accès correct à une éducation de qualité devrait égaler le nombre de morts liées au VIH/SIDA et au paludisme, deux des maladies les plus mortelles au monde.

Si les inégalités en matière d'éducation persistent, celles-ci devraient également avoir de graves incidences sur la précarité. Une analyse historique démontre que les inégalités nourrissent les troubles ; dans les pays souffrant d'inégalités éducatives deux fois plus élevées qu'ailleurs, la probabilité d'un conflit est plus de deux fois plus importante. Les troubles seront plus présents là où les écarts se creusent entre les attentes des jeunes sur les débouchés auxquels ils devraient pouvoir prétendre et la réalité qui est la leur. Les mouvements de population devraient exacerber ces tensions. Aujourd'hui, le nombre de personnes déplacées en raison d'un conflit a atteint un niveau record et les migrations dues aux conflits, aux changements climatiques et aux difficultés économiques devraient augmenter. Le nombre de migrants internationaux, qui se sont souvent vus refuser l'accès à une acquisition des

compétences, devrait atteindre les 400 millions d'ici à 2050. L'éducation étant déterminante pour la persévérance et la cohésion, le manque de qualifications va accroître la vulnérabilité face aux bouleversements et aux risques de précarité. Dans un contexte de mondialisation, ces risques traverseront les frontières nationales et deviendront des problèmes mondiaux nécessitant une intervention d'ordre international.

Là où les tendances économiques, technologiques, démographiques et géopolitiques se heurtent à la faiblesse de certains systèmes éducatifs, les risques de précarité, de radicalisation et de déclin économique sont les plus élevés. Si le monde ne munit pas tous les jeunes des compétences nécessaires pour participer à l'économie future, le prix de l'inaction et du retard pourrait s'avérer irréparable. Il existe, et doit exister, une meilleure solution.

**Un dollar investi dans une année d'école supplémentaire génère 10 USD de bénéfices dans les pays à faibles revenus.**

Les arguments en faveur d'un investissement dans l'éducation sont irréfutables. L'éducation est un droit humain fondamental. Elle est essentielle à une croissance économique sur le long terme, ainsi qu'à l'accomplissement de l'ensemble des Objectifs pour le développement durable des Nations-Unies. Un dollar investi dans une année d'école supplémentaire, notamment chez les filles, génère 10 USD de bénéfices financiers et sanitaires dans les pays à faibles revenus et près de 4 USD dans les pays à revenus intermédiaires. Près d'un tiers des réductions de la mortalité adulte depuis 1970 peut être attribué à des avancées dans l'éducation des filles et des

jeunes femmes. Ces bénéfiques pourraient se découpler à l'avenir avec les améliorations en termes de qualité et d'efficacité de l'enseignement proposées dans ce rapport.

Au final, la valeur de l'éducation est en phase d'amplification, car c'est elle qui déterminera si les principales tendances de ce siècle (technologiques, économiques et démographiques) sauront créer des occasions ou pérenniser les inégalités ; en outre, il s'agit du principal facteur commun permettant de surmonter les difficultés d'ordre mondial qui se posent à l'humanité.

## Créer une génération d'apprenants

**La commission pour l'éducation conclut qu'une génération devrait suffire à faire en sorte que tous les jeunes se rendent à l'école et apprennent ; malgré l'ampleur de la tâche, nous pouvons créer une génération d'apprenants. La commission incite ses partenaires en développement à se rallier à cette vision audacieuse.**

### **Il s'agirait alors du plus grand essor des opportunités éducatives de toute l'histoire.**

Nous savons qu'il s'agit là d'une possibilité, car un quart des pays mondiaux est déjà sur la bonne voie. Si tous les pays accéléraient leurs progrès afin d'atteindre le rythme de ceux faisant partie des 25 % des améliorateurs d'éducation les plus rapides, tous les enfants des pays à faibles et moyens revenus pourraient accéder à une éducation de niveaux pré-primaire, primaire et secondaire de qualité, et un enfant issu d'un pays à faibles revenus aurait autant de chances d'atteindre le niveau de base en matière de compétences liées au secondaire et de jouir d'une éducation post-secondaire qu'un enfant provenant aujourd'hui d'un pays à revenus élevés.

### **En une génération, le monde peut atteindre des objectifs éducatifs essentiels :**

- Une éducation de maternelle de qualité pour tous les enfants.
- Tous les garçons et filles doivent terminer l'école primaire, tous les enfants de 10 ans doivent savoir lire et compter de manière fonctionnelle.
- La proportion de filles et de garçons acquérant des compétences de niveau secondaire dans les pays à faibles revenus doit atteindre les niveaux actuellement à l'oeuvre dans les pays à revenus élevés.
- Une éducation de niveau post-secondaire dans les pays à faibles revenus doit avoisiner ceux constatés aujourd'hui dans les pays à revenus élevés.
- Les inégalités de participation et d'apprentissage entre les enfants les plus riches et les plus pauvres au sein des pays doit baisser considérablement, et la réduction d'autres formes d'inégalités doit être constatée en parallèle.

Il s'agirait alors du plus grand essor des opportunités éducatives de toute l'histoire. Les pays mettant l'accent sur les investissements et les réformes afin d'atteindre ces objectifs en tireront d'immenses bénéfices qui seront bien plus importants que les coûts. Ils acquerront les avantages économiques qui accompagnent une main-d'œuvre éduquée, dotée des compétences nécessaires pour défendre sa place dans l'économie du XXI<sup>ème</sup> siècle. Sur le plan individuel, l'ensemble des avantages économiques se traduiront également par des gains considérables en matière de revenus et de niveau de vie. De manière générale, la commission estime que, si les enfants issus de pays à faibles revenus qui commencent la maternelle aujourd'hui pouvaient bénéficier des avantages liés à la vision de la génération d'apprenants, ils pourraient s'attendre au cours de leur vie à gagner cinq fois plus que leurs parents, une valeur douze fois supérieure au coût total de leur éducation.

## Un accord financier pour la génération d'apprenants

Afin de créer cette génération d'apprenants, la commission demande un accord de financement entre les pays en développement et la communauté internationale, accompli grâce à quatre transformations éducatives – en performance, en innovation, en inclusion et en financement.

Dans le cadre de cet accord, les gouvernements nationaux s'engageraient à réformer leurs systèmes éducatifs afin de maximiser l'apprentissage et l'efficacité et de garantir que chaque enfant ait accès à une éducation gratuite de qualité, des classes de niveau pré-primaire à celles du secondaire, grâce à une augmentation graduelle et soutenue par un financement national.

Là où les pays s'engagent à investir et à réformer, la communauté internationale se tiendrait prête à offrir le financement et l'encadrement accrus nécessaires pour soutenir les pays visant à transformer leur éducation. Il s'agirait entre autres de mobiliser de nouveaux financements issus d'un large éventail de sources, notamment par l'établissement d'un nouveau mécanisme d'investissement dans l'éducation afin d'aider à ajuster les financements provenant de banques multilatérales de développement.

L'accord mettrait en place un cercle vertueux au sein duquel l'investissement dans l'éducation mènerait à des réformes et des résultats, qui à leur tour donneraient lieu à de nouveaux investissements.

L'accord devra être étayé par de nouveaux mécanismes de responsabilité qui permettront de démontrer clairement si les pays en développement et la communauté internationale assument bel et bien leurs responsabilités en termes d'éducation.

## Quatre transformations pour créer la génération d'apprenants

Faire de la génération d'apprenants une réalité nécessitera davantage de ressources financières, de mesures pour s'assurer que ces ressources sont investies de manière efficace et offrent le meilleur rendement possible, et de réformes visant à garantir que les enfants inscrits à l'école apprennent bel et bien – qu'ils acquièrent l'éducation et les compétences qui leur permettront de devenir des adultes productifs et prospères. Afin de réaliser cette vision d'une génération d'apprenants, la commission a identifié quatre transformations éducatives que les décideurs nationaux et internationaux vont devoir entreprendre :



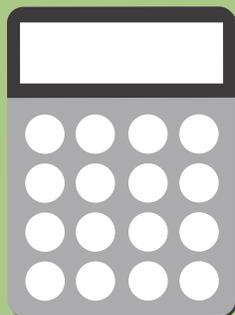
### I. Performance

Pour réussir, la priorité absolue de tout effort de réforme est de mettre en place les pierres d'assise ayant fait leurs preuves en matière de prestations, de renforcer la performance du système éducatif et de mettre l'accent sur les résultats.



### II. Innovation

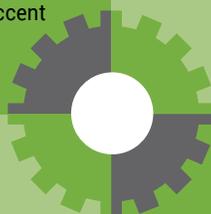
Un système éducatif efficace doit développer de nouvelles approches créatives pour obtenir des résultats en misant sur les possibilités d'innovation chez ceux qui dispensent l'éducation, ainsi que sur le lieu et la manière dont cet enseignement est dispensé, dans le but de relever les défis éducatifs à venir.



### IV. Financement

Un système éducatif réussi nécessitera des investissements plus nombreux et mieux pensés. Ceux-ci se baseront sur la responsabilité principale des gouvernements nationaux qui devront s'assurer que chaque enfant a accès à une éducation gratuite et de qualité, des

niveaux du pré-primaire au secondaire. Ces investissements doivent être appuyés par les ressources et l'encadrement des partenaires internationaux, en accordant la priorité aux investissements reversés aux pays s'engageant tout particulièrement à investir et à réformer.



### III. Inclusion

Un système éducatif efficace doit atteindre tout le monde, y compris les plus défavorisés et marginalisés. Si les deux premières transformations aideront à garantir des systèmes d'apprentissages plus efficaces, elles ne pourront combler les lacunes en matière d'éducation que si les dirigeants effectuent des

démarches supplémentaires pour inclure et soutenir ceux qui risquent de rencontrer le plus de difficultés d'apprentissage – les personnes démunies, les élèves victimes de discrimination et ceux qui souffrent de multiples désavantages.

Il a été prouvé que garantir des dépenses plus efficaces et productives permettra de mobiliser davantage de financements pour l'éducation de la part de sources actuelles ou nouvelles. Ces quatre transformations sont donc conçues comme une approche holistique, c'est-à-dire que chacune dépend de l'autre.

## Transformation I : Performance – réformer les systèmes éducatifs pour obtenir des résultats.

Les dirigeants doivent renforcer la performance des systèmes éducatifs en mettant l'accent sur les résultats à tous les niveaux, en s'inspirant des meilleurs systèmes axés sur les résultats dans le domaine de l'éducation ainsi que dans d'autres secteurs.

Aujourd'hui, dans un trop grand nombre d'endroits, davantage d'argent ne mène pas forcément à de meilleurs résultats. Les efforts menés pour améliorer l'éducation donnent lieu à des résultats très variables, où des investissements et réformes similaires ont diverses conséquences dans différents endroits. Ainsi, le Vietnam dépense à peu près la même somme en éducation par élève que la Tunisie, en pourcentage du PIB par habitant. Pourtant, en Tunisie, seulement 64 pour cent des écoliers réussissent l'évaluation internationale d'apprentissage dans le secondaire, chiffre qui s'élève à 96 pour cent au Vietnam.

Selon les analyses de la commission, les améliorations dans la conception et le mode d'enseignement ne réussiront qu'avec l'appui d'un système conçu pour donner des résultats. De puissants systèmes éducatifs axés sur les résultats – qui garantissent une cohérence entre les différentes politiques, une trajectoire claire de la politique à la mise en œuvre, ainsi qu'une bonne gouvernance et un sens des responsabilités – sont nécessaires pour obtenir des résultats stables et un changement durable.

Afin de créer ces systèmes axés sur les résultats, **la commission recommande dans un premier temps aux décideurs nationaux d'établir des normes nationales, d'évaluer les apprentissages et de contrôler les progrès.** Aujourd'hui, la majorité des enfants issus du monde en développement ne sont pas évalués systématiquement. Seule la moitié environ des pays en développement ont établi une évaluation nationale d'apprentissage systématique au niveau de l'école primaire, et c'est encore plus rare dans le premier cycle du secondaire. Seule la moitié des pays rapporte des données sur les dépenses gouvernementales en matière d'éducation.

Évaluer l'apprentissage permet aux professeurs d'adapter leur enseignement et d'aider les dirigeants à mieux cibler les efforts et les ressources. Publier des informations sur les résultats et les dépenses aide à renforcer le sens des responsabilités et à améliorer l'efficacité et les résultats.

Les pays doivent développer leurs propres évaluations nationales dans le cadre d'une infrastructure durable de collecte et d'analyse des données. Ils doivent aussi surveiller les dépenses allant du système à l'école et publier des compte-rendus nationaux sur l'éducation afin de pouvoir améliorer l'efficacité plus aisément. Les données doivent être rendues publiques, de sorte à permettre aux communautés et aux familles de participer à l'obtention de résultats en responsabilisant les dirigeants et les écoles. Pour mobiliser

l'attention à un niveau mondial, il faudrait s'entendre sur un indicateur mondial unique d'apprentissage afin de compléter les mesures nationales mises en place. La communauté internationale doit surveiller, classer et rendre publics les progrès des pays désirant permettre à tous les enfants d'avoir accès à l'éducation. En outre, afin de fournir l'appui technique, financier et de renforcement des capacités nécessaires pour cette entreprise, les partenaires mondiaux doivent mettre en place une initiative mondiale pour l'apprentissage.

**La commission recommande aux décideurs d'investir dans ce qui a déjà fait ses preuves en matière de résultats.** Les financements doivent être réorientés de sorte à correspondre aux changements systémiques les plus éprouvés et aux pratiques spécifiques améliorant l'apprentissage, sélectionnées et adaptées selon les contextes des divers pays. Nous comprenons mieux que jamais ce qui permet d'améliorer l'apprentissage. Malheureusement, ces connaissances ne sont que trop peu mobilisées dans les politiques éducatives. Certaines des approches les plus éprouvées demeurent méconnues et insuffisamment financées, tandis qu'on continue de dépenser de l'argent pour des pratiques et interventions trop peu efficaces. Par exemple, alors qu'il existe des preuves tangibles en faveur d'un apprentissage dispensé dans la langue maternelle, la moitié des enfants issus de pays à faibles et moyens revenus reçoivent un enseignement délivré dans une langue autre que la leur. Si l'on souhaite continuer d'axer les investissements sur les réformes et pratiques qui fonctionnent le mieux, il faut bâtir des systèmes à l'écoute des informations les plus récentes sur ce qui donne les meilleurs résultats, notamment en augmentant la part du financement reversée dans la recherche, le développement et l'évaluation.

### Les pays en développement dépensent 2 pour cent de leur PIB dans des frais d'éducation qui ne mènent à aucun apprentissage.

Enfin, **améliorer les performances nécessite de réduire les gaspillages et de mettre fin aux problèmes d'inefficacité et de corruption qui empêchent les élèves d'apprendre.** En moyenne, les pays à faibles et moyens revenus dépensent chaque année 2 pour cent de leur PIB dans des frais liés à l'éducation qui ne mènent à aucun apprentissage. Cela s'explique principalement par le fait qu'en raison d'un certain nombre de facteurs, les enseignants passent trop de temps à l'extérieur de la salle de classe. Une enquête menée dans sept pays d'Afrique a révélé qu'en moyenne, les élèves d'école primaire recevaient moins de 2,5 heures d'enseignement par jour, soit moins de la moitié du temps d'éducation prévu. Un plus grand investissement et une meilleure efficacité ne peuvent se substituer l'un à l'autre. L'un et l'autre sont nécessaires. Des ressources accrues s'imposent de toute urgence, mais si toutes les ressources étaient mieux

gérées, l'enseignement et l'apprentissage connaîtraient une nette amélioration et le retour sur investissement en matière d'éducation s'en verrait renforcé.

Des dépenses qui ne mènent pas à un réel apprentissage ou à des progrès par l'éducation, des sommes mal ciblées et une gestion financière déficiente sont les plus grandes sources de gaspillage. La corruption pose également un sérieux problème dans certains pays. Les décideurs doivent agir, notamment en établissant des systèmes informatifs de gestion de l'éducation fiables, en permettant aux professeurs de passer leur temps à enseigner, en s'attaquant aux causes systémiques de l'absentéisme et en réduisant le coût des ressources pédagogiques.

## Transformation II : Innovation – investir dans de nouvelles approches et s'adapter aux besoins futurs.

Améliorer l'efficacité des systèmes actuels ne suffit pas. Une innovation ambitieuse est nécessaire afin de permettre aux jeunes d'acquérir les nouvelles connaissances et compétences dont ils ont besoin dans le contexte d'une nouvelle économie, d'éduquer des millions d'autres enfants de manière plus utile et efficace, et de tirer parti des nouvelles technologies ainsi que d'une nouvelle approche de l'apprentissage. Les dirigeants doivent encourager l'innovation dans tous les systèmes éducatifs en créant un environnement dans lequel l'innovation peut émerger et s'étendre, et en accordant la priorité à l'innovation dans trois secteurs principaux identifiés comme essentiels à la réussite : le personnel éducatif, le recours à la technologie et le rôle des partenaires extérieurs à l'État.

### Les pays à faibles revenus auront besoin de deux fois plus d'enseignants d'ici à 2030.

L'innovation jouera un rôle essentiel dans le renforcement et le développement du personnel éducatif. Les besoins en enseignants dans les pays en développement vont connaître un fort essor dans les années à venir. Dans les pays à faibles revenus, ils devraient presque doubler d'ici à 2030. Cette augmentation représente une difficulté en termes de formation et de recrutement de professeurs, mais il s'agit aussi d'une occasion de porter un nouveau regard sur le personnel éducatif et le mode d'enseignement. **La commission recommande aux dirigeants de renforcer et de diversifier le personnel éducatif.** Cela implique une professionnalisation systématique à la fois des personnels enseignants et non-enseignants au sein de l'éducation, en offrant aux professeurs une meilleure formation et un réel soutien, outre une formation distincte et un appui accordé au personnel non-enseignant. Les professeurs doivent percevoir un salaire

suffisant pour vivre, qui reflète correctement l'importance de la profession et fait miroiter une possibilité de carrière séduisante. Les décideurs doivent aussi diversifier la composition du personnel éducatif afin de valoriser les enseignants, de réduire leur temps passé sur des activités autres que l'enseignement, et d'améliorer et de personnaliser l'enseignement. Ces démarches pourront comprendre le recours à des assistants pédagogiques, à des professionnels de la santé et à des psychologues, ainsi qu'un appui administratif permettant aux professeurs d'exploiter leurs compétences pédagogiques au maximum. Afin de faciliter ces actions et de développer des propositions spécifiques, la commission suggère de faire appel à un groupe d'experts de haut niveau international pour le développement et la restructuration du personnel éducatif.

**Recourir à la technologie dans le cadre de l'enseignement et de l'apprentissage ouvre d'immenses possibilités permettant de transformer l'éducation à tous les niveaux.** D'ici à 2020, tout le monde ou presque possédera un téléphone portable, 2,6 milliards de gens auront des smartphones et 56 pour cent auront accès à Internet. L'apprentissage numérique permettra d'atteindre à moindre coût de nouveaux apprenants auparavant exclus, de rehausser le niveau de l'enseignement et d'offrir de nouvelles manières d'acquérir des compétences. Ce mode de communication pourrait s'avérer particulièrement pertinent au niveau post-secondaire, où améliorer l'accès, les prix et la pertinence de l'enseignement sera d'autant plus important. Toutefois, aujourd'hui, un accès inégal à Internet et aux technologies numériques risque d'exacerber les inégalités existantes dans l'apprentissage. Dans les pays les plus pauvres, seulement une personne sur dix est connectée. Dans de nombreux pays en développement, moins de 10 pour cent des écoles sont connectées à Internet.

Afin de tirer pleinement profit du pouvoir de la technologie, la commission recommande un investissement transversal permettant à toutes les écoles de se connecter et d'élargir l'infrastructure numérique nécessaire à l'apprentissage. Les investissements dans l'infrastructure numérique doivent être appuyés par des mesures permettant d'apporter des compétences et de bonnes pratiques aux enseignants, aux responsables politiques, aux employeurs et aux dirigeants afin de les aider à maximiser l'impact de l'innovation numérique sur l'enseignement et l'apprentissage. De sorte à faciliter le développement d'un enseignement numérique de qualité, les gouvernements doivent mettre en place des plateformes communes d'apprentissage et introduire un règlement incitant à l'innovation. En outre, afin d'inciter les innovations dans l'enseignement, il deviendra de plus en plus important d'innover dans le domaine de la reconnaissance et de l'accréditation de compétences, de sorte à permettre aux étudiants qui apprennent différemment d'acquérir des qualifications tout aussi valables.

**Une amélioration des partenariats gouvernementaux avec des acteurs extérieurs à l'État pourra également avoir un impact positif sur l'innovation en matière d'éducation.** S'il appartient surtout aux gouvernements de veiller à ce que tous les enfants aient accès à une éducation de qualité, divers organismes issus de chaque secteur peuvent également aider à développer et améliorer l'éducation en partenariat avec le gouvernement, qui se doit de réguler ces actions de manière efficace. Les organismes de la société civile, les entreprises et les employeurs de tous secteurs jouent un rôle englobant et, dans de nombreux pays, de plus en plus important dans

l'éducation – en termes d'encadrement, de promotion et de responsabilité, tout en étant également des fournisseurs et des investisseurs dans le domaine de l'éducation. Que les acteurs extérieurs à l'État augmentent la capacité et l'innovation ou au contraire, accentuent les inégalités dépendra de la manière dont leur rôle est géré et régulé. La commission recommande aux gouvernements d'imposer leur capacité à tirer parti du potentiel de l'ensemble de leurs partenaires. Cette démarche doit notamment inclure une meilleure régulation des fournisseurs d'enseignement extérieurs à l'État afin d'enrichir leurs contributions et de protéger les droits, tout en développant le

## Un accord financier pour la génération d'apprenants : 12 recommandations pour que tous les enfants apprennent

### I. Performance

Un système éducatif efficace met les résultats à l'avant-plan

- 1 Fixer des normes, suivre les progrès et diffuser les informations au public
- 2 Investir dans ce qui donne les meilleurs résultats
- 3 Réduire les gaspillages

### II. Innovation

Un système éducatif efficace développe de nouvelles approches créatives axées sur l'obtention de résultats

- 4 Renforcer et diversifier le personnel éducatif
- 5 Exploiter la technologie pour l'enseignement et l'apprentissage
- 6 Améliorer les partenariats avec des acteurs extérieurs à l'État

### III. Inclusion

Un système éducatif efficace doit atteindre tout le monde, y compris les plus défavorisés et marginalisés

- 7 Mettre l'accent sur les personnes démunies et les plus jeunes—universalisme progressif
- 8 Investir dans différents secteurs afin d'aborder les facteurs empêchant l'apprentissage

### IV. Financement

Un système éducatif réussi nécessitera des investissements plus nombreux et mieux pensés

- 9 Mobiliser des ressources nationales plus nombreuses et mieux pensées pour l'éducation
- 10 Accroître le financement international de l'éducation et améliorer son efficacité
- 11 Instaurer un mécanisme d'investissement de banques multilatérales de développement (BMD) pour l'éducation
- 12 Garantir un encadrement et une prise en charge de la génération d'apprenants

rôle des employeurs dans la conception et la prestation des services d'éducation.

## **Transformation III : Inclusion – cibler les efforts et les ressources des élèves courant le risque de ne pas apprendre.**

Les dirigeants doivent faire de l'inclusion une priorité en développant les services d'éducation de manière progressive et en mobilisant chaque secteur afin d'affronter la multitude de facteurs qui détermine si un enfant commence l'école ou non, s'il y reste et s'il y apprend.

La pauvreté est une des causes majeures pour lesquelles les enfants ne commencent pas ou ne finissent pas l'école, et n'y apprennent pas une fois qu'ils y sont. Dans les pays en développement, le fossé séparant les taux d'achèvement de l'école primaire entre les enfants les plus riches et les plus pauvres dépasse les 30 points de pourcentage. Pour ceux qui vont à l'école, le fossé moyen entre les chances pour que les enfants les plus riches et les plus pauvres acquièrent les compétences de niveau du primaire avoisine les 20 points de pourcentage. Ces inégalités s'allient à d'autres désavantages. Le sexe d'un enfant, son environnement familial, ethnique, culturel et économique, son emplacement géographique, sa santé ou son handicap, ainsi que son exposition à la pauvreté ou aux troubles, aux conflits ou aux catastrophes jouent tous un rôle crucial dans la capacité ou non d'un enfant à apprendre et à réussir. En Inde rurale, par exemple, il existe un fossé de 20 points de pourcentage dans les niveaux d'apprentissage entre les enfants les plus pauvres et les plus fortunés. Si on y ajoute l'impact du sexe, de l'éducation maternelle et des disparités régionales, ce fossé s'élève à 80 points de pourcentage.

### **Les pays à faibles revenus investissent 46 pour cent de leur budget dans l'éducation des 10 pour cent des enfants les plus éduqués.**

**La commission recommande d'appliquer un concept d'universalisme progressif** afin de combler ce fossé d'apprentissage. L'universalisme progressif implique le développement de services d'éducation de qualité pour tout le monde tout en accordant la priorité aux besoins des personnes démunies et défavorisées. Cette notion offre une ligne directrice permettant d'influer sur les décisions liées aux dépenses, tout en reconnaissant l'insuffisance des financements publics. Selon les recommandations de la commission, dans l'équilibre des dépenses à travers différents niveaux d'éducation et groupes de population, les décideurs doivent donner la priorité aux personnes démunies et aux plus jeunes, qui offrent les retours sociaux les plus importants, tout en minimisant les dépenses

des ménages en éducation chez les personnes démunies.

Malheureusement, aujourd'hui, les dépenses en éducation dans la plupart des pays favorisent surtout les plus riches et les mieux éduqués, et visent essentiellement les hautes études. En moyenne, dans les pays à faibles revenus, environ 46 pour cent des ressources en éducation publique servent à éduquer les 10 pour cent des élèves les plus éduqués. Et, malgré les grands bénéfices publics en matière d'éducation pré-primaire, ce chiffre ne concerne que 0,3 pour cent des dépenses en éducation dans toute l'Afrique subsaharienne.

Les gouvernements doivent développer des formules de financement tenant compte des investissements plus importants nécessaires pour atteindre les enfants défavorisés par la pauvreté, le handicap ou d'autres facteurs. Ils doivent également soutenir le rôle complémentaire du financement privé et du recouvrement des coûts pour des enseignements de niveau supérieur quand cela s'avère nécessaire, tout en reconnaissant les importantes retombées privées.

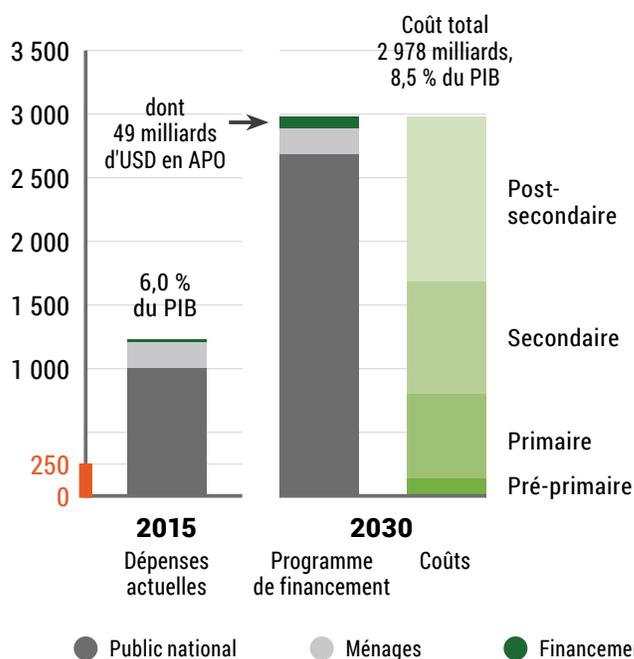
### **Dans toute l'Afrique subsaharienne, seulement 0,3 pour cent des budgets alloués à l'éducation sont investis dans l'enseignement de niveau pré-primaire.**

Bien entendu, offrir des opportunités éducatives ne suffit pas toujours. **Les pays doivent aussi investir au-delà de l'éducation afin de s'attaquer aux autres facteurs empêchant l'apprentissage.** Pour nombre des enfants et des jeunes qui ne sont pas scolarisés ou qui n'apprennent pas aujourd'hui, les causes de leur exclusion ou de leur désavantage en matière d'éducation va bien au-delà du système éducatif. Par exemple, dans les pays à faibles revenus, près de 500 millions de journées d'école sont perdues chaque année en raison de problèmes de santé souvent dus à des conditions évitables, tandis qu'une fille sur trois dans le monde en développement se marie avant ses dix-huit ans et cesse à ce moment son éducation.

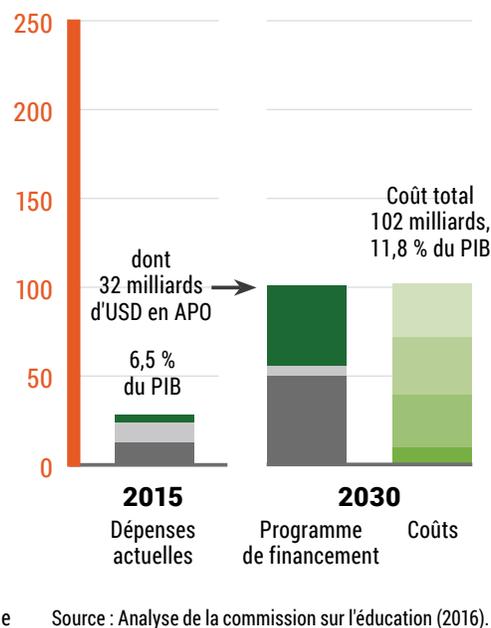
La commission recommande aux gouvernements d'entreprendre et d'encourager une planification, une exécution et un investissement communs dans tous les secteurs afin de s'attaquer aux plus grands obstacles à l'apprentissage. Il s'agit souvent pour la communauté d'agir et de défendre ces idées, ce qui est essentiel pour remettre les normes en question et soutenir un changement au niveau local. L'innovation et la technologie peuvent s'avérer vitaux pour l'inclusion, en aidant les enfants à trouver de nouveaux modes d'apprentissage et de participation. Les lois nationales et les actions internationales peuvent s'avérer décisives dans le renforcement et la stabilisation de ces efforts d'inclusion. Par exemple, il importe tout particulièrement d'effectuer des actions et investissements communs en matière d'éducation et de santé. La commission

## Parcours de coûts et de financements pour la génération d'apprenants

Tous les pays à faibles et moyens revenus :  
milliards d'USD, prix constants de 2014



Pays à faibles revenus :  
milliards d'USD, prix constants de 2014



Source : Analyse de la commission sur l'éducation (2016).

propose aux décideurs issus d'un certain nombre de pays pionniers d'investir dans des initiatives communes d'éducation et de santé, et recommande tout particulièrement d'investir dans le développement de la petite enfance et dans les services offerts aux adolescentes, ce qui peut apporter de grands bénéfices complémentaires en santé et en éducation.

### Transformation IV : Financement – accroître et améliorer le financement en matière d'éducation.

Faire en sorte que tous les enfants apprennent nécessitera une quatrième transformation : mobiliser davantage de fonds pour l'éducation et s'assurer que cet argent est mieux dépensé. Mettre en place des réformes en performance, en innovation et en inclusion permettra non seulement d'améliorer l'impact de l'investissement sur l'éducation, mais s'avérera aussi essentiel pour mobiliser plus de ressources pour l'éducation. Aucun pays s'étant engagé à investir et à réformer son système éducatif ne devrait être empêché d'atteindre ses objectifs à cause d'un manque de ressources.

Afin de créer la génération d'apprenants imaginée par la commission, il faudra faire passer les dépenses en éducation de 1,2 milliard de milliards par an à 3 milliards de milliards d'ici à 2030 (en prix constants) dans tous les pays à faibles et moyens

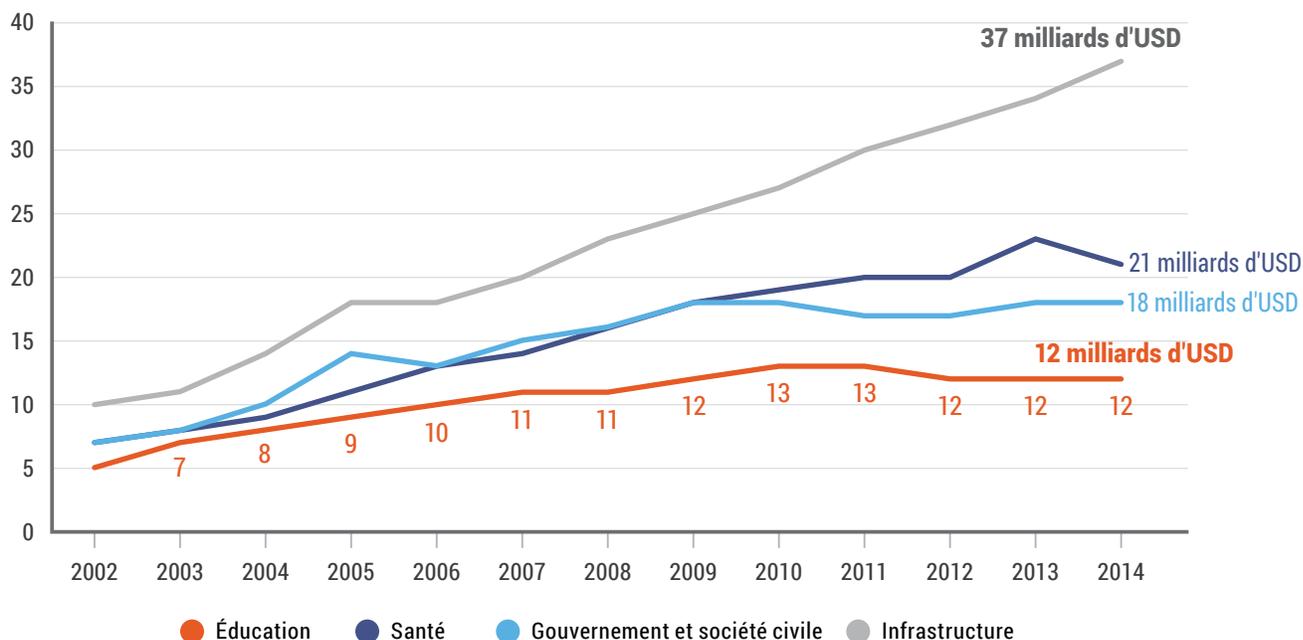
revenus. Les recommandations sur la manière d'atteindre cet objectif s'appuient sur des analyses des niveaux de mobilisation des ressources nationales atteignables par différents pays et selon les besoins et possibilités les plus courants pour réaménager le financement international de l'éducation.

Une grande majorité de cet argent doit provenir des gouvernements nationaux dont l'engagement à investir et à réformer sera le moteur le plus puissant dans la création de cette génération d'apprenants. Une bonne partie de cette augmentation nécessaire viendra du dividende budgétaire rendu disponible aux gouvernements grâce à la croissance économique, mais ces augmentations sont également nécessaires dans le partage des dépenses publiques allouées à l'éducation. Toutefois, cela ne sera pas suffisant, notamment dans le cas des pays à faibles revenus, où un important soutien international sera requis. Un financement international doit être mis à disposition de tous les pays qui en ont besoin, tout en étant accordé par ordre de priorité à ceux dont les besoins sont les plus importants et qui se sont particulièrement engagés à réformer leur système, avec un appui supplémentaire pour les États les plus fragiles. Selon son étude des coûts et dépenses, la commission estime que l'efficacité du projet serait accrue grâce à des ressources, conformément aux recommandations de ce rapport.

Afin de réaliser ce programme d'investissement, la commission recommande d'agir pour augmenter et améliorer le

## Tendances des APD sectorielles

Milliards d'USD (prix constants de 2014)



Source : Analyse de la commission sur l'éducation tenant compte de l'OCDE-CAD (2016). Remarque : Ne comprend que les aides directes allouables par secteur, sans attribution sectorielle d'un appui budgétaire.

financement national et international de l'éducation.

**Les dirigeants doivent mobiliser plus de ressources nationales pour l'éducation.** D'après le programme d'investissement pensé par la commission, les pays à faibles et moyens revenus doivent augmenter leurs dépenses publiques nationales consacrées à l'éducation et passer d'environ 1 milliard de milliards d'USD en 2015 à 2,7 milliards de milliards d'ici à 2030, soit de 4 à 5,8 pour cent du PIB, ce qui nécessiterait un taux de croissance annuel de 7 pour cent en ce qui concerne les dépenses publiques liées à l'éducation. Les gouvernements doivent allouer à l'éducation une plus grande partie des recettes issues de la croissance en réaffectant les dépenses, en générant plus de revenus, ou les deux. D'après les estimations du FMI, presque tous les pays en développement sont capables d'accroître considérablement leurs recettes fiscales, avec une moyenne de 9 points de pourcentage dans les pays à faibles revenus. Le programme de financement conçu par la commission incite les pays se trouvant en-dessous du seuil de mobilisation des ressources moyennes prévues à augmenter leur niveau de revenus pour l'atteindre, et à ceux se trouvant au-dessus de ce niveau à le maintenir. En outre, les gouvernements doivent songer à réaffecter leurs ressources en puisant, par exemple, dans les onéreuses subventions à l'énergie et penser à réserver des ressources à l'éducation, parallèlement à des réformes fiscales plus importantes. Si les dépenses publiques

nationales allouées à l'éducation ont augmenté selon un taux annuel d'un peu moins de 6 pour cent par an depuis 2000, en moyenne la part des dépenses publiques consacrée à l'éducation a légèrement chuté dans tous les groupes de revenus. Cette tendance doit être inversée.

**La communauté internationale (gouvernements, institutions financières, investisseurs et philanthropes) doit accroître le financement international de l'éducation et améliorer son efficacité.** La commission prévoit qu'avec une meilleure efficacité et un développement considérable du financement national, seulement 3 pour cent du financement total provenant de sources internationales sera nécessaire. Or, cela signifie encore que le financement international de l'éducation devra augmenter et passer d'environ 16 milliards d'USD par an, ce qui est le cas aujourd'hui, à 89 milliards d'USD par an d'ici à 2030, soit à une moyenne annuelle de 44 milliards d'USD entre 2015 et 2030. Ces fonds resteront essentiels pour les pays à faibles revenus, dont ils couvriront en moyenne la moitié des frais liés à l'éducation.

**Depuis 2002, la totalité des aides allouées à l'éducation a chuté de 13 à 10 pour cent, tandis que la part réservée à l'infrastructure a augmenté, passant de 24 à 31 pour cent.**

Il s'agira de relever d'importants défis dans la mobilisation et le déploiement de financements internationaux. La part affectée à l'éducation par l'aide publique au développement (APD) a chuté de 13 à 10 pour cent depuis 2002, tandis que la part allouée à la santé a augmenté de 15 à 18 pour cent, et à l'infrastructure de 24 à 31 pour cent. En ce qui concerne les donateurs multilatéraux, la part des aides reversée à l'éducation a décliné, passant de 10 à 7 pour cent, au cours de la décennie précédente. L'APD liée à l'éducation a suffisamment ciblé les pays qui en ont le plus besoin, ou ceux s'étant le plus engagés à investir et à réformer. Seulement 24 pour cent de toutes les APD liées à l'éducation ont été accordés aux pays à faibles revenus en 2014. Fait frappant, moins de 70 pour cent des aides liées à l'éducation ont véritablement été reversées aux pays bénéficiaires en 2014, notamment parce qu'une grande part des aides allouées à l'éducation supérieure est affectée aux bourses dans les pays donateurs. Il manque également des financements pour des problèmes prioritaires spécifiques dans l'éducation. Par exemple, si les besoins de financement de l'éducation en cas d'urgence a augmenté de 21 pour cent depuis 2010, le financement international a chuté de 41 pour cent au cours de la même période. Enfin, les efforts investis dans le recours à des financements internationaux afin d'inciter à effectuer des dépenses nationales, à cibler les résultats ou à puiser dans de nouvelles ressources financières sont restés limités.

Afin d'atteindre des objectifs internationaux de financement, la commission incite la communauté internationale à augmenter considérablement ses financements de toutes provenances et définit pour chacun des buts ambitieux mais atteignables. La commission encourage les donateurs bilatéraux à allouer une part plus importante du PIB aux APD et à accroître la part liée à l'éducation de 10 à 15 pour cent. Pour inspirer et mobiliser de nouveaux dons, la commission suggère la mise en place d'un « Engagement de dons pour l'éducation » incitant les particuliers dotés de fonds propres nets élevés à effectuer un engagement public important à l'éducation, et à encourager leurs pairs à agir de même. Le financement pour l'éducation dans les crises humanitaires devrait être accru, passant de 4 à 6 pour cent de l'aide humanitaire.

Les donateurs doivent également améliorer l'efficacité et l'impact du financement international en réexaminant les cadres au sein desquels ils attribuent des fonds. Un équivalent éducatif de l'initiative d'accès équitable à la santé pour rapprocher les partenaires les uns des autres et les inciter à développer une approche commune et coordonnée de l'allocation serait un précieux outil. Une part bien plus importante de l'APD doit passer par des institutions multilatérales afin d'améliorer la coordination et de soutenir un renforcement sur le long terme du système.

Les donateurs, investisseurs et institutions doivent également soutenir des mécanismes financiers innovants

afin de mobiliser de nouvelles sources de financement de l'éducation. Au maximum, 500 millions d'USD de financement innovant ont été recueillis pour l'éducation depuis 2000, par rapport à 14 milliards d'USD pour l'énergie et 7 milliards d'USD pour la santé mondiale. La commission a dénombré 18 mécanismes de financement innovant pour l'éducation par rapport à un certain nombre de critères, notamment, l'impact, la possibilité de financements supplémentaires et la viabilité. Les cinq propositions les plus prometteuses à développer comprennent les obligations liées à l'éducation, les mécanismes de financement innovants pour les étudiants après le secondaire, les assurances contre les catastrophes pour l'éducation, les investissements à impact et les contributions de solidarité.

**Enfin, la commission recommande la mise en place d'un mécanisme d'investissement pour l'éducation lié à une banque multilatérale de développement (BMD).** Ce mécanisme garantirait que l'éducation tire profit de l'occasion sans précédent d'accroître les financements de la BMD grâce à une plus grande optimisation de leurs bases de capital. Cela permettrait d'augmenter la capacité de prêts de la BMD de plus de 70 pour cent. La commission estime que mettre en place un tel mécanisme pourrait mobiliser 20 milliards d'USD ou plus annuellement de la part de BMD pour l'éducation d'ici à 2030 (chiffre s'élevant aujourd'hui à 3,5 milliards d'USD).

Le mécanisme inciterait les BMD à accorder la priorité à l'éducation et à innover dans ce domaine, en se fixant l'objectif d'allouer une part de 15 pour cent du financement provenant des BMD à l'éducation. Cela améliorerait la coordination des financements et rehausserait le partage des données et des connaissances parmi les BMD et les autres. Ce mécanisme inclurait aussi une plateforme de financement qui augmenterait les fonds provenant des donateurs, philanthropes et organismes caritatifs (outre les 20 milliards d'USD issus directement des BMD). Ce financement par subventions permettrait de favoriser des combinaisons de divers types de financements pour mieux adapter les instruments de financement aux besoins des différents pays. Les programmes de financement seraient liés à des financements nationaux accrus et cibleraient particulièrement des approches innovantes et axées sur les résultats. Cette plateforme serait également liée aux organes du secteur privé des BMD, ainsi qu'aux investisseurs commerciaux et d'impact afin d'ajuster les financements au mieux et de renforcer leur incidence. Cette approche donnerait naissance à une nouvelle forme de collaboration parmi les BMD et adapterait les financements aux propositions exposées dans le programme « Des milliards aux milliers de milliards » préparé par les BMD pour financer les groupes de développement social. Cette démarche permettrait d'allier une occasion unique d'exploitation des ressources versées par les BMD aux points forts des propositions antérieures pour un fonds mondial pour l'éducation.

**Créer l'impulsion et la responsabilisation est la clé du succès.**

L'idée d'une génération d'apprenants est certes ambitieuse, mais réalisable. Sa mise en œuvre complète et sa réussite dépendront d'un leadership fort et de citoyens informés, capables de tenir ces mêmes dirigeants pour responsables de leurs actes ou de leur passivité. Afin de faciliter cet état de faits et de s'assurer que les pays reçoivent un appui suffisant de la part de la communauté internationale, **la commission recommande le développement d'un cadre transparent esquissant les responsabilités qui incombent aux gouvernements et incite à l'établissement de rapports en fonction de ce cadre.** Pour garantir la mise au premier plan de cette responsabilisation, la commission suggère que l'Assemblée générale des Nations-Unies adopte une résolution demandant au Secrétaire général de désigner un représentant spécial de l'éducation, qui aura pour tâche de veiller aux droits des enfants en veillant à ce que les pays en développement et de la communauté internationale s'acquittent de leurs responsabilités, notamment en transmettant un compte-rendu annuel au plus haut niveau mondial à l'Assemblée générale, au Conseil des droits de l'homme et au Conseil de sécurité.

Afin de définir l'orientation à adopter pour tous les pays et de maintenir l'impulsion, **la commission propose au premier groupe de pays pionniers de s'engager à adopter les recommandations émises dans ce rapport.** La commission en appelle à un mouvement d'ordre mondial pour défendre les droits de tout un chacun à l'éducation et de prôner des investissements et des réformes liés à l'éducation — mouvement mené par les jeunes et les familles, enseignants et chefs spirituels, communautés, sociétés civiles et chefs d'entreprise, ainsi que par des dirigeants politiques de tous niveaux. Enfin, afin que l'éducation continue de faire partie des priorités au niveau mondial, la commission recommande au Secrétaire général des Nations-Unies de créer une instance indépendante de haut niveau en faisant du représentant spécial un président indépendant qui pourra mener et défendre l'idée d'une génération d'apprenants à un niveau mondial et la faire évoluer.

Maintenant plus que jamais, c'est par l'éducation que le monde pourra assurer l'avenir de l'économie mondiale et une stabilité globale, tout en améliorant les vies de millions de jeunes gens. Nous devons agir maintenant pour saisir cette occasion ensemble.

